

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 6 DÉCEMBRE 1874.

AVIS IMPORTANT.

Ensuite d'une décision votée par les Sections jurassiennes, le format du Bulletin sera notablement agrandi à partir du 1^{er} janvier prochain.

Le prix de l'abonnement restera le même, soit 2 francs par trimestre.

L'administration du Bulletin fait appel à tous les amis de notre journal, et les prie de travailler d'une façon sérieuse à lui gagner de nouveaux abonnés en nombre suffisant pour couvrir les frais que cet agrandissement de format nous impose.

Les socialistes au Reichstag.

A quoi sert-il donc d'envoyer des orateurs socialistes dans les Parlements, demandions-nous il y a huit jours à propos des délibérations du Reichstag ?

Aujourd'hui une discussion qui vient d'avoir lieu au sein de ce même Reichstag, et dans laquelle deux députés socialistes ont pris la parole, nous fournit l'occasion de revenir sur ce sujet, et de bien préciser notre pensée.

Nous avons sous les yeux le compte-rendu sténographique officiel de la discussion dont nous parlons, et nous commencerons par la résumer en quelques mots.

Les députés socialistes avaient déposé une proposition tendant à obtenir la mise en liberté, pendant la durée de la session parlementaire, de trois membres du Reichstag actuellement en prison, Bebel, Hasenclever et Most.

Ce fut Liebknecht qui motiva la proposition dans un long discours, où il rappela les circonstances dans lesquelles les trois socialistes dont il réclame l'élargissement ont été condamnés. La

partie la plus intéressante de son plaidoyer est celle où il a appelé le Reichstag à choisir entre les deux alternatives : Réforme ou Révolution.

« Nous savons bien, a-t-il dit, que ce n'est pas « notre parti qui décidera si la marche que suivront « les choses sera réformatrice ou révolutionnaire. « Que signifie révolution ? Rien d'autre que la « rupture des digues que l'on oppose au dévelop- « pement de l'humanité. Ces digues, ce n'est pas « nous qui les avons élevés. Si la soupape de « sûreté n'est pas ouverte à temps, si les libertés « nécessaires ne sont pas accordées, eh bien ! il « arrivera en Allemagne ce qui est souvent arrivé « en France : la soupape de sûreté — c'est-à-dire « la liberté de la presse et le droit de réunion — « n'existant pas, la machine saute. Au contraire, si « nous avons la liberté, le progrès suivra paisible- « ment et régulièrement son cours. L'Angleterre, « grâce à la presse, grâce au droit de libre réu- « nion, a eu jusqu'à présent un développement « absolument pacifique, quoique son prolétariat « soit le plus nombreux et le plus puissant du « monde entier, et cela parce que les ouvriers « anglais savent qu'ils peuvent arriver à leur but « par la voie *légitime*. En France, par contre, où les « ouvriers sont pourtant bien moins nombreux « qu'en Angleterre, parce que les faits économi- « ques sont loin d'y avoir atteint le même degré « de développement, le progrès social n'a marché « que par secousses, par révolutions sanglantes... « Ainsi, en France, on a procédé par la voie « révolutionnaire, parce que les classes proprié- « taires et dominantes n'ont pas donné au peuple « la liberté nécessaire à son développement. En « Angleterre, quoique la situation économique « soit par elle-même beaucoup plus révolution- « naire qu'en France, on procède par voie réfor- « matrice, parce que le prolétariat y possède la « liberté politique et le droit de réunion. »

Il y aurait beaucoup à redire à cette théorie, dans la forme où Liebknecht l'a présentée. Nous

nous contenterons, faute de place, d'une seule observation : l'orateur a fait abstraction d'un facteur très essentiel, dont l'omission peut faire arriver à des conclusions étrangement erronées. Ce facteur, c'est la nature très différente des revendications du prolétariat de France et d'Angleterre. Le prolétariat français a toujours posé des revendications radicales, qui forcément appelaient la bataille. Le prolétariat anglais, par contre, s'est contenté jusqu'à présent de quelques améliorations partielles. Mais le jour où il descendra dans l'arène avec un programme semblable à celui des ouvriers de Paris, il y aura révolution en Angleterre aussi, et non plus réforme pacifique et légale.

Divers orateurs, entr'autres M. de Bismarck, ont répondu à Liebknecht. De ces discours, il n'y a guère que celui du prince-chancelier qui mérite une mention. Bismarck, cet *homme de génie* si platement adulé par des crétins, a parlé en vrai style de palefrenier : de la brutalité rehaussée de plaisanteries de corps-de-garde, voilà toute son éloquence.

Hasselmann a répondu. Il a dit catégoriquement son fait au Reichstag, déclarant que cette assemblée, qui représente soi-disant la souveraineté du peuple allemand, n'était qu'un instrument docile sous la main du gouvernement ; qu'elle en faisait elle-même l'aven par son attitude, en se reconnaissant impuissante, et que les délibérations du Reichstag n'étaient qu'une comédie parlementaire. Il a parlé aussi de la Commune de Paris ; et à propos des *excès* reprochés aux ouvriers parisiens, des incendies, des repréailles, il a dit que les défenseurs de la Commune avaient bien fait, et que pour lui, dans un cas semblable, il en ferait autant !.

On a ensuite voté sur la proposition qui n'a recueilli qu'une dizaine de voix.

Le Reichstag, dans cette occasion, s'est montré à la hauteur des circonstances. Pendant les discours des deux socialistes, les députés bourgeois se tordaient les côtes de rire ; et les facéties de gendarme du prince de Bismarck ont été accueillies avec des bravos frénétiques. Cela rappelait l'attitude du Corps législatif français, lorsque Rochefort ou Raspail y prenaient la parole. Les députés bonapartistes qui se roulaient sur leurs bancs en 1869, ont été balayés par le peuple en 1870. En Allemagne aussi, rira bien qui rira le dernier.

Des discussions de ce genre sont-elles utiles à la cause socialiste ? Oui, nous n'hésitons pas à le dire, nous les croyons utiles.

Il est utile que des délégués du peuple aillent dans les assemblées du privilège et du capital, pour dénoncer à ces assemblées la nullité de leurs actes ; il est utile que la masse soit éclairée sur l'impuissance du parlementarisme ; il est utile que, bravant la rage de ses ennemis, le socialisme allemand affirme, devant la moustache de M. de

Bismarck, le droit à la Révolution, et la solidarité des ouvriers d'Allemagne avec les combattants de la Commune de Paris.

Cette opinion, nous l'avons toujours exprimée. Lorsque nos amis parisiens envoyèrent Rochefort au Corps législatif, avec la mission d'y cracher à la figure de Bonaparte, nous avons applaudi. Lorsqu'ils envoyèrent Malon et Tolain à l'Assemblée de Bordeaux pour y protester contre les traîtres du 4 septembre, nous avons applaudi encore. La protestation faite, Malon a pensé qu'il n'avait plus rien à faire dans une assemblée bourgeoise : il s'est retiré, et nous l'avons approuvé. Tolain, lui, est resté, et l'Europe entière l'a flétri du nom de renégat.

Ce que nous blâmons, ce que nous repoussons, ce sont ces candidatures ouvrières qui se produisent avec le but avoué, non de faire à l'ennemi une guerre irréconciliable, mais de jouer le rôle d'une opposition constitutionnelle et de concourir à la confection des lois. Voilà ce que nous déclarons dangereux. C'est pour cela qu'en Suisse nous ne pouvons pas nous associer à la tactique de ceux qui veulent pousser des ouvriers dans les Grands Conseils : ces députés ouvriers, en effet, ne recevraient pas le mandat de protester purement et simplement contre tout ce qui se fait dans une assemblée bourgeoise, mais celui de chercher à amender les lois, et de prêter où de refuser leur concours au gouvernement selon les circonstances. Engager le prolétariat dans une voie pareille, c'est à nos yeux lui donner un détestable conseil : c'est lui faire croire qu'il travaille à son affranchissement, tandis qu'il ne fait qu'aider ses oppresseurs à lui river la chaîne au cou.

Ainsi, notre sentiment est celui-ci :

Si un député ouvrier va dans une assemblée bourgeoise pour y faire de la politique *négative*, c'est-à-dire pour refuser de s'associer à la besogne parlementaire et pour protester contre toute cette besogne, il rend service au prolétariat.

Mais si un député ouvrier va dans une assemblée bourgeoise pour prendre part à ses travaux, pour lui demander des concessions, des améliorations, pour faire du parlementarisme en un mot, *il rend service à la bourgeoisie.*

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

On sait qu'il y a quelque temps, les députés de la gauche qui font partie de la commission de permanence ont été invités à dîner chez Mac-Mahon. Ces farouches radicaux se sont empressés... d'accepter, et d'aller sabler le champagne au palais de l'Élysée.

A ce sujet, Rochefort publie, dans sa *Lanterne* du 21 novembre, des observations que nous reproduisons.

« Parmi les dineurs, dit-il, on remarquait M. Tizard, ancien ouvrier bijoutier, député de Paris. Lors

de mon passage au gouvernement, j'avais eu quelques rapports politiques avec M. Tirard, et je crus faire œuvre de démocrate en inscrivant sur la liste du *Mot-d'Ordre*, aux élections de février 1871, le nom de ce travailleur, sorti des rangs du peuple. Il me doit donc sa nomination ; il ne peut l'ignorer et ne l'ignore pas, puisqu'il m'a très loyalement déclaré, à Bordeaux, que, sans moi, il n'aurait pas eu deux cents voix.

« Les électeurs de M. Tirard sont conséquemment les miens. Or il sait, comme moi, ce qu'ils sont devenus. Quarante mille d'entr'eux ont été envoyés sur les pontons. Trente-cinq mille ont été tués dans ou après la lutte. Cinq mille sont en Nouvelle-Calédonie ; le reste est en exil. Et l'auteur de tant de funérailles et de tant de dispersions est précisément M. Mac-Mahon, à qui M. Tirard vient offrir l'hommage de son respect. De telle sorte que si les élections avaient eu lieu non avant, mais après les massacres, M. Tirard n'aurait jamais eu l'occasion d'aller dîner à l'Élysée, puisque les électeurs à qui il est redevable de cet honneur eussent été à peu près tous égorgés par son hôte.

« Ce mandataire, aujourd'hui sans mandats, a parfaitement le droit d'objecter qu'il n'accepte pas de mandat impératif, et qu'il est responsable devant sa conscience seule, de la ligne de conduite à laquelle il obéit. Cette fierté l'honore, mais rien n'étant moins coûteux qu'une supposition, faisons-en une :

« Si pendant la période électorale, un orateur avait posé, dans une réunion publique, la question suivante à M. Tirard :

« Admettons un instant que, dans un temps prochain, une insurrection éclate dans Paris, et que le maréchal Mac-Mahon l'écrase dans le sang des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards, et même des représentants du peuple. Admettons encore que, mis à la tête des affaires après cet exploit, ce même maréchal nous fasse arrêter tous tant que nous sommes ici ; qu'il nous déporte et nous emprisonne ; qu'il supprime, en outre, tous les journaux dévoués à la République ; qu'il remplace tous les fonctionnaires de l'Empire, destitués au 4 septembre ; qu'il protège les candidatures bonapartistes et s'allie avec elles contre les candidatures républicaines ; que son gouvernement soit la négation de la liberté individuelle comme de toutes les autres libertés ; que les dignités et les grades soient pour les égorgeurs, et qu'il n'y ait d'injustices et de calomnies que pour les égorgés.

« Pouvons-nous maintenant la fiction jusqu'à nous imaginer qu'après avoir réduit votre pays et vos électeurs à cet état lamentable, cet homme donne un dîner et vous y invite. Irez-vous ? »

« Nul doute que M. Tirard n'eût escaladé la tribune pour protester, au nom de son passé, de son père, de sa mère et de ses enfants, contre la possibilité d'un tel crime. Eh bien ! M. Mac-Mahon a fait tout cela et continue à le faire. Il a donné le dîner en question, y a invité M. Tirard, et M. Tirard s'est empressé d'y aller.

« Pas un mot de plus. »

Mais oui, au contraire, encore un mot, de grâce. La gauche tout entière n'en a-t-elle pas fait autant que M. Tirard, en la personne de ses délégués ? Un seul de ses membres a-t-il protesté ? L'infamie leur est com-

mune à tous, depuis le pantin Langlois jusqu'au rigide Grévy, depuis l'ouvrier Tolain jusqu'au dictateur Gambetta.

Italie.

(Correspondance particulière du Bulletin.)

Le 24 novembre dernier, le plus pauvre ouvrier de Rome aurait pu admirer le roi galant-homme qui, dans toute la splendeur de sa majesté, allait inaugurer la première session de la 12^e législature du Parlement italien. Je ne sais si beaucoup d'ouvriers — en exceptant ceux qui avaient été apostés par la police — ont eu le temps et la volonté de se trouver sur le passage de leur roi, mais, à ce que nous a annoncé le télégraphe, les applaudissements populaires furent immenses. Malheureusement, les nouvelles recues dès lors de Rome sont en complète opposition avec le langage officiel du télégraphe : « Une des choses qui ont fait le plus d'impression, non-seulement sur le public, mais aussi sur le monde officiel, c'est que le roi n'a reçu aucun applaudissement, ni pendant le trajet du Quirinal à Monte-Citorio, ni à son arrivée devant le palais ; » voilà ce que disent les journaux.

Aux élections des députés, le nombre des votants a été très minime, malgré les chaleureux appels de l'autorité et l'inscription de beaucoup d'agents de police et d'employés sur la liste des électeurs.

Le discours de la couronne n'a pas manqué de prévenir le Parlement que des mesures de sécurité publique lui seront proposées par messieurs les ministres, et il a terminé en remerciant la Providence pour les *abondantes récoltes* de cette année, qui apporteront un soulagement aux classes peu aisées, dont le bien-être préoccupe constamment la pensée du roi (!). Voilà l'Internationale flambée ! — Cependant la police de Florence n'a pas l'air de le penser, car elle ne cesse de faire des visites domiciliaires, cherchant partout des internationaux, des armes et des lettres. Une de ces perquisitions a eu lieu dernièrement chez le citoyen Volpi, mais on n'y a rien trouvé. Par contre, le citoyen Gatti, mécanicien, a été arrêté à la suite d'une perquisition faite chez lui, et savez-vous pourquoi ? parce qu'on a trouvé en sa possession *des limes* !

Dans un grand journal bourgeois, à la même colonne qui contient le discours de la couronne, je lis ce qui suit : « Rome. L'autre jour, un maçon est tombé d'un échafaudage devant le ministère des finances, et a été relevé mourant. On a calculé que c'était la centième victime que coûte cette construction. » Cela ne rappelle-t-il pas les Pharaons et les pyramides d'Égypte ?

L'annonce des *abondantes récoltes*, par laquelle le roi galant-homme a clôturé son discours, n'a en tout cas pas le mérite de la nouveauté. Outre que la presse bourgeoise avait déjà répété la chose sur tous les tons, récemment l'administration des *cuisines économiques* a fait savoir au public que, « vu les *abondantes récoltes*, » et la diminution qui en résultait dans le prix des subsistances, la ration serait désormais taxée à 30 centimes au lieu de 35. Les cuisines économiques sont une invention philanthropique de notre bourgeoisie qui, avec quelques écuelles de soupe à bon marché, se figure qu'elle apaisera la faim du prolétariat révolutionnaire. Pour ma part, je suis tenté de croire que jusqu'à présent les ouvriers italiens n'ont en aucune façon éprouvé les effets des *abondantes récoltes* qui viennent d'être

faites : sans cela on ne le leur cornerait pas si fort aux oreilles jusqu'à nous assourdir. La riche moisson a été mise en grange par le gros propriétaire, mais elle restera enfermée dans les vastes magasins des spéculateurs, et n'en sortira que lorsque la disette permettra à ceux-ci de vendre avec un gros bénéfice. Heureusement, le peuple en Italie est doué d'un profond bon sens et d'un grand discernement, et il apprécie messieurs les bourgeois à leur juste valeur.

Quelques journaux italiens ont traduit du *Journal des économistes* de Paris un article sur le dernier congrès de Bruxelles. Je ne répéterai pas toutes les sottises que contient ce morceau; entr'autres choses, l'auteur de l'article a fait cette découverte inattendue : que le compagnon Schwitzguébel, votre délégué, n'est pas un ouvrier! — Il est inutile d'essayer de faire entendre raison à la bourgeoisie; elle est incorrigible, elle mourra dans l'impénitence finale.

Une grève a éclaté dans les carrières de Fiesole, mais elle a été étouffée dès sa naissance par l'arrestation de douze ouvriers.

Les nouvelles de Sicile sont toujours les mêmes : les campagnes au pouvoir des brigands, et les rues des villes ensanglantées à chaque instant par des meurtres. Pendant le seul mois d'octobre dernier, le corps de gendarmerie de la ville de Palerme a été augmenté de 695 hommes.

La misère continue à faucher inexorablement ses victimes : aujourd'hui, c'est une pauvre femme qui se jette sous un train de chemin de fer; hier, c'est un paysan qui meurt de froid et de faim; à Milan, trois ouvriers se sont suicidés dans une seule journée; à Rome, un prolétaire va chercher la fin de ses maux dans le Tibre. — Tout cela n'empêche pas le roi galant-homme, du haut de son trône de Monte-Citorio et aux applaudissements de son Parlement, de proclamer la nécessité d'une énergique répression et de rendre grâce à Dieu pour les *abondantes récoltes*.

G.

Les élections au Parlement italien sont terminées. Sur 500 députés élus, la droite compte 284 membres et la gauche 216, parmi lesquels Garibaldi, élu à Rome, et le mazzinien Saffi, élu à Rimini. Croit-on que la présence au Parlement de ces deux coryphées du républicanisme bourgeois va changer tant soit peu la tournure des affaires? Ah-bien oui! on bavardera comme par le passé, on fera et défera des ministères, on votera de gros budgets, et le peuple continuera à crever de faim, — jusqu'à ce qu'il se décide à mettre à la porte tous ces farceurs.

Belgique.

Le gouvernement belge avait récemment livré à la France un réfugié de la Commune nommé Tabaraud, que les hommes de Versailles réclamaient en l'accusant de *vol* et de *pillage*. Les tribunaux français viennent de déclarer Tabaraud *innocent*.

Cela nous étonne, car cela semblerait indiquer qu'il y a encore quelques honnêtes gens dans la magistrature française.

Espagne.

Une correspondance du *Journal de Francfort* annonce qu'une horrible conspiration tramée par l'Internationale vient d'être découverte en Espagne. Le centre du complot était la ville industrielle de Reus, en Catalogne. Un mouvement insurrectionnel devait avoir lieu avec le concours des sections de l'Internationale de France, d'Italie et d'Allemagne!!!

Tiens! et nous qui n'en savions rien!

Fédération jurassienne.

L'élection du Bureau fédéral de l'Internationale par la Fédération jurassienne est à peu près terminée.

Le bureau permanent de trois membres, siégeant au Locle, a été composé des compagnons Louis Pindy, Auguste Spichiger et Charles Richard.

Les membres externes élus jusqu'à présent sont Frédéric Graisier, à la Chaux-de-Fonds; Adhémar Schwitzguébel, à Sonvillier; James Guillaume, à Neuchâtel; Paul Brousse, à Berne; Joseph Favre, à Vevey. Il reste encore quatre membres à élire.

L'adresse du Bureau fédéral est dès maintenant la suivante : *Louis Pindy, atelier coopératif des graveurs et guillocheurs, au Locle, Suisse.*

On nous écrit de la Chaux-de-Fonds :

« Notre Fédération locale a eu une assemblée générale vendredi dernier pour discuter le règlement du magasin de consommation, qui se trouve ainsi définitivement organisé. Toutes les sections se sont prononcées contre l'admission d'éléments étrangers à la Fédération, dans la direction et la surveillance de la société; le danger que je signalais dans ma dernière correspondance (celle qui a été égarée) se trouve ainsi écarté. »

L'administration du *Bulletin* invite les Sections jurassiennes à lui faire parvenir, d'ici au 15 courant, la liste des abonnés de leur localité pour l'année 1875. Elles devront bien spécifier si elles se chargent de la rentrée des abonnements, ou bien si l'administration devra prendre directement remboursement sur les abonnés, ce qui se fera avec le 3^e numéro de janvier.

Nous avons reçu du département fédéral des postes la lettre suivante :

Berne, le 28 novembre 1874.

A la direction du *Bulletin de la Fédération jurassienne*, au Locle.

Monsieur,

Nous devons vous informer, par la présente, que nous nous sommes empressé d'ordonner une enquête sur les faits que vous signalez, à la charge du bureau de Montreux, un article du numéro 47 de votre journal, que vous avez bien voulu nous transmettre et qui nous est parvenu le 23 courant.

Agrez, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Département des postes,
Eugène BOREL.

Puisque l'administration des postes se montre disposée à remettre au pas ceux de ses employés qui ne font pas leur devoir, nous lui signalons, pour qu'elle y remédie, les irrégularités qui se produisent à la Chaux-de-Fonds. Il ne se passe pas de semaine sans que l'administration de notre journal ne reçoive des réclamations d'abonnés de cette localité, pour des numéros en retard ou égarés. Il est des abonnés, à la Chaux-de-Fonds, qui nous disent ne recevoir en moyenne le *Bulletin* que deux fois par mois! C'est là un état de choses intolérable, et nous sommes bien décidés à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour le faire cesser. Nous prendrons les noms des facteurs qui se rendent coupables de ces impardonnables négligences, et nous leur donnerons de la publicité, en attendant mieux.